

VL-00018
513507
Eco So His



Code épreuve : 270

Nombre de pages : 11

Session : 2024

Épreuve de : ESH ESCP - SKEMA

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

L'aventure au commerce international appartient-elle au passé ?

"Nul n'est économiste s'il est protectionniste" déclarait Nassau Senior à Oxford en 1825 alors qu'il donnait le premier cours d'économie jamais enseigné en université. À l'aune de la conjoncture actuelle et du fait de l'ancienneté de sa déclaration, on pourrait la juger "dépassée". Pourtant, un des derniers «Rapport sur l'économie mondiale» du FMI affirme que "toute augmentation des entraves au commerce mondial risquerait d'augmenter les tensions interétatiques, d'accroître la volatilité des prix et présagerait des perspectives de croissance globale plus faibles". Sans oublier la tribune signée par 25 prix Nobel d'économie en 2017 qui stipule que "les politiques isolationistes et protectionnistes, toutes prises au détriment d'autres pays, sont de dangereux moyens de gêner la croissance". Ainsi, la doxa semble encore aller dans le sens d'une nécessité de s'ouvrir au commerce international, mais qu'en est-il des faits empiriques ?

Associé à l'échange international de biens et de services, le commerce international s'inscrit en opposition avec la doctrine protectionniste, fille du mercantilisme qui régnait du XVI^e au XVII^e siècle. Inspiré par les classiques et notamment par Smith dès 1776, le commerce international a semblé faire l'unanimité, désormais considéré comme un jeu à somme positive. Ainsi, le phénomène de mondialisation (qui pousse McLuhan à parler de "village planétaire" en 1967) a renforcé le phénomène libre-échangiste. Toutefois,

La montée des mouvements alter-mondialistes des les années 1980, le tout marqué par une rivalité sino-américaine exacerbée, laisse à voir un recul de cette ouverture au commerce international. À cet égard, Boreff (maître d'œuvre de la politique étrangère de l'Union Européenne) parle d'un paradoxe au sein d'un monde de plus en plus mondialisé mais de moins en moins multilatéral. Ainsi, Krugman (auteur des nouvelles théories du commerce international) va même jusqu'à parler de "mercantilisme éclairé" à propos du principe de réciprocité de l'OMC. Dès lors, est-ce dire que l'ouverture au commerce international est devenue une relique du passé ?

*

Pour y répondre, nous verrons d'abord que la théorie économique justifie de façon presque universelle la nécessité de s'ouvrir au commerce international (I). Pourtant, à l'aune de la conjoncture actuelle et ce dès les années 1980, nous assistons à un retour des avatars mercantilistes ainsi qu'à une multiplication des critiques adressées au commerce international, ce qui laisse à penser qu'il est devenu obsolète (II). Finalement, il s'agirait moins de la fin de l'utilité du commerce international que d'un changement de paradigme au sein d'une mondialisation particulière qui implique de nouvelles formes d'échanges (III).

*

*

*

"Si les économistes ont la réputation notoire, bien qu'injustifiée, d'être en désaccord sur tout. BP y a un domaine sur lequel ils se sont presque toujours accordés : l'utilité du libre échange" disait Krugman dans un article de l'*American Economic Review*. En effet, de Smith à Krugman, l'utilité

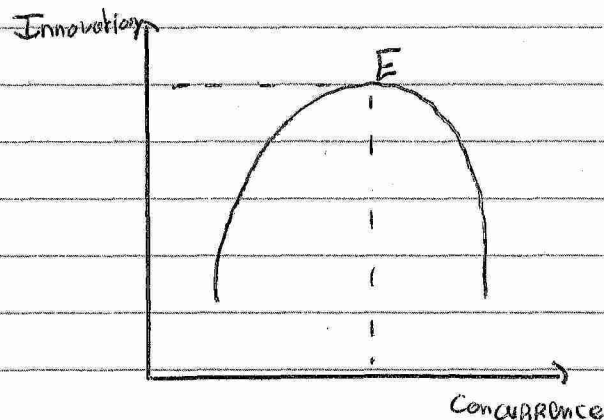
d'un commerce libre et ouvert ne fait aucun doute car il est synonyme de gains d'efficacité (A). Ce dernier profite aussi au consommateur (B) ainsi qu'aux pays les moins avancés entre autres (C).

*

Alors que les mercantilistes défendaient l'idée d'un commerce à somme nulle ou "nul ne gagne ce que l'autre ne perd" selon Montchrétien, un tournant théorique s'opère dès la seconde moitié du XVIII^e avec Hume, Smith puis Ricardo qui, eux, soutiennent que le commerce international est un jeu à somme positive mais aussi une condition sine qua non au développement d'une nation (l'essor de l'Angleterre lors de la première moitié du XIX^e, liée par ses exportations vers l'Europe est un bon exemple). Smith dans sa Recherche sur la nature et les causes de la Richesse des nations (1776) invitait déjà chaque nation à se comporter en "bon père de famille" c'est à dire en ne produisant pas lui-même ce qui lui reviendrait moins cher à produire ailleurs. Ainsi la théorie des avantages absolus voit le jour, théorie qui sera complétée par celle des avantages comparatifs de Ricardo (Principe de l'économie politique et de l'impôt, 1817) qui stipule que tous ont intérêt à participer à l'échange international en se spécialisant là où l'on dispose de l'avantage comparatif le plus élevé ou du désavantage comparatif le plus faible. Au travers de son célèbre exemple du drap et du vin entre le Portugal et l'Angleterre, il met en exergue le fait que le commerce international bénéficie à tous. Quelques décennies plus tard, Ohlin, Heckscher puis Samuelson diront via leur théorème HOS que la source des avantages comparatifs se trouve dans les dotations en facteurs de production, une idée que résume Ohlin de la façon suivante : "l'échange international est un échange de facteurs abondants contre des facteurs rares". Ainsi, pourquoi le commerce international déclinerait-il s'il bénéficie à tous? Une idée pourrait être d'avancer que des nations "homogènes" n'aient pas d'intérêt à échanger entre elles mais, là encore, la théorie apporte une réponse et Krugman (Increasing returns, monopolistic competition and international trade, 1977) avance le concept d'économies d'échelles pour expliquer les échanges similaires-similaires. Ohlin

et LERNER expliquent que, en présence d'économies d'échelle, l'ouverture internationale est bénéfique. Par conséquent, théoriquement, l'idée d'un commerce international est presque toujours pertinente.

Au-delà du fait de constituer la source de la compétitivité d'une nation, l'ouverture au commerce international est aussi synonyme de bienfaits pour le consommateur qui voit simultanément les prix diminuer et l'offre de biens et services se diversifier. Tout d'abord, en important des produits de nations spécialisées dans la production de ces derniers, les prix sont de facto moins importants pour le consommateur que si ces produits avaient été fabriqués localement (à l'instar du textile en Europe). Ainsi, l'utilité de consommateur se voit d'une part accrue. Mais plus encore, en s'ouvrant, le pays permet à son offre de se diversifier et, le consommateur ayant une forte préférence pour des produits de variétés et de qualités différents, son utilité doit encore. Le modèle GSSC (1981) illustre ce point pour la diversification verticale et Lévyguez affirme que "la où tout est identique, il est inutile d'échanger" dans les habits neufs de la concurrence (2014). De plus, l'ouverture au commerce international est aussi synonyme de concurrence exacerbée et donc de pression à l'innovation et à la baisse des coûts pour les firmes, deux aspects qui bénéficieraient une fois de plus au consommateur. Aghion et Howitt (2005) mettent en avant cette importance d'un certain degré de la concurrence pour innover dans leurs courbes en "U inverse".



On remarque explicitement que la situation optimale en terme d'innovation est obtenue par un certain niveau de concurrence. Ici encore, s'ouvrir sur l'étranger semble aussi bénéfique surtout pour le consommateur.

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 11

Session : 2024

Épreuve de : ESH ESCP-SREMA

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Cet intérêt au commerce international n'est pas bénéfique que pour le consommateur et on remarque qu'il s'est tout autant pour les pays les moins avancés qui tirent un intérêt particulier à l'ouverture multilatérale. En s'ouvrant, les pays se donnent la possibilité de profiter de transferts de technologies (KRAMER) et de "knowledge spillovers" (ARROW et ROMER), imitant et s'inspirant de ces transferts pour eux-même se développer. Une idée que reprend Vernon dans sa théorie du cycle de vie du produit qui, une fois pleinement installé dans le pays d'origine, va se développer dans les pays moins avancés. Akamatsu (1937) et son vol d'oeuvres sauvages corrobore aussi cette idée d'un développement par des produits à plus haute valeur ajoutée.

*

Cependant, si théoriquement l'ouverture sur l'extérieur semble faire l'unanimité, ses bénéfices se traduisent-ils empiriquement ? N'y a-t-il pas des limites à ce dernier qui expliqueraient son recul et la contestation actuelle ?

*

*

"La covid-19 est le dernier clou dans le cercueil de la mondialisation" affirmait Reinhardt en 2019. En effet, la covid et ses conséquences économiques suivi de la guerre en Ukraine ont mis en avant un côté plus sombre du commerce international

et avait tout ses limites. De surcroît, le commerce international n'a pas tenu toutes ses promesses (A) ce qui mène à un retour des auteurs mercantilistes (B) le tout avec des institutions du commerce international fragilisées (C).

*

Il faut avoir ce langage de vérité : le commerce international n'a pas tenu toutes ses promesses et s'est parfois accompagné de dérives économiques, sociales et environnementales. Au niveau économique, Keynes craignait déjà en 1933 dans De l'autosuffisance nationale qu'une trop forte spécialisation ne mène à une dépendance vis-à-vis de l'extérieur notamment après avoir mis de côté des activités qui auraient pu être clés dans le futur. La crise Covid a confirmé les craintes de Keynes notamment en France alors dépendante de pays comme l'Inde ou la Malaisie. Des aéroports ont même dû être mobilisés entièrement pour le transport de masques et de médicaments. Plus loin, le Théorème Stolper-Samuelson dont il s'agit, il est aussi de moins en moins profitable pour les pays développés de tirer parti de la main d'œuvre peu chère des pays en développement. Arbus met en lumière le fait qu'en 1980, le salaire d'un français pouvait payer vingt-cinq chinois mais qu'aujourd'hui il n'est plus rentable de produire en Chine en lien avec la hausse des salaires. Sur le plan social, le commerce international est lui-même vivement critiqué que ce soit en terme de perte d'emplois dans les pays développés qu'en terme de conditions de travail dégradées. Woods (1995) présentait les conséquences de cette ouverture en terme d'emploi dans les pays développés et Autor et al. (The China Shock, 2016) montre que, des suites du choc chinois, près de 2.4 millions d'emplois américains ont été détruits. Ainsi, Di Tella et Rodrick ont montré via

leur étude que la réponse préférée par les américains face à un choc des débouchés d'emploi est le protectionnisme. Enfin, sur le plan environnemental, les préoccupations s'exacerbent dans que le commerce international est accusé de créer des "vagues de pollution" surtout en Inde ainsi que d'accroître les émissions de CO₂ via la hausse des transports. On aurait aussi pu évoquer le fait que, parfois, l'ouverture et la spécialisation peut être néfaste lorsqu'elle concerne les produits primaires (gain à l'échange inégal, croissance appauvrisseuse...).

Face à ces nombreuses limites, les mesures d'inspirations mercantilistes et protectionnistes se multiplient et donc les rivalités étatiques aussi. Dans beaucoup de pays développés, l'ouverture à une forte concurrence a joué un rôle clé dans le processus de désindustrialisation des pays. Or, le théorème Kaldor-Verdoorn nous indique que le taux de croissance du PIB est largement dépendant du taux de croissance de l'industrie manufacturière. En conséquence, la croissance devient alors d'autant plus que l'économie se tertiarise (maladie des coûts de Baumol 1967). La réponse majoritaire est la mise en place de mesures protectionnistes à l'instar des Chips Act américain et européen (2023 en Europe). Aux Etats-Unis et surtout sous la présidence de D.Trump et de sa doctrine America First, les tensions se sont accentuées. Cette doctrine anti-globuliste, nationaliste et souverainiste (notion du politologue Guérolle) est le parangon de cette aversion au commerce international. "I am a Tariff Man" disait Trump sur X. Dans ce que Krugman dénonçait comme une "obsession pour la compétitivité" (1996), l'Allemagne a mené une politique néo-mercantiliste dès les années 2000 en comprimant sa demande interne avec une forte imposition sur les classes moyennes ce qui a réduit les importations et augmenté les exportations (en diminuant l'inflation soit en gagnant en compétitivité). Ainsi, face à de telles mesures unilatérales, le commerce international devient en jeu à somme incertain et dont les fruits sont inégalement répartis ce qui pousse à prioriser des politiques protectionnistes.

Là n'est pas tout, même les institutions conçues symboliques et défendre le libre échange font face à des difficultés et l'échec de la conférence ministérielle de 1982 ou du cycle de Doha ne sont que des exemples parmi d'autres. Ce que Lamy appelait "le jeu de la couronne de l'OMC" à savoir l'organe de règlement des différends (ORD) se retrouve sans membres depuis novembre 2019 face au refus des États-Unis de les renouveler. Dès son arrivée à la tête de l'organisation en 2013, Azevêdo parlait de "paralyse" de l'OMC avant de démissionner en 2019. Alors, si les institutions symbolisent le commerce international sont en faillite, que dire de l'avenir du commerce international ?

*

Aujourd'hui il ne fait plus aucun doute que la place qu'occupait l'ouverture au commerce n'est plus la même face à ses nombreuses limites. Mais pouvons-nous réellement le considérer comme un relique ?

*

*

Pour Janet Yellen, la mondialisation actuelle est "plus complexe et moins insouciance". Il semblerait qu'il en soit de même pour le commerce international et la vision que nous en avons. Face aux limites du libre-échange mondialisé, on ferait plutôt face à un changement de sa forme vers un mode plus "régional", vers une "mondialisation entre amis" selon Yellen (A). De plus, le consommateur aurait lui-aussi des envies différentes et plus responsables (B). Enfin, la question environnementale invite à reconsidérer le futur du commerce international (C).

*

Convaincus que le libre-échange ne doit pas être abandonné, les gouvernements optent plutôt pour

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 11

Session : 2024

Emplacement
QR Code

Épreuve de : ESH ESCP-SKEMA

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

des échanges plus régionaux. "Les accords commerciaux régionaux (ACR) sont une réponse aux carences de aux échecs de l'OMC et de la mondialisation" selon Siroën (1995). Cette idée de commerce entre pays proches se justifie déjà théoriquement chez Tinbergen (An analysis of world trade flows, 1962) qui, au travers de son équation gravitationnelle des échanges, montre que plus la distance entre les pays est courte et plus ces pays sont gros, plus la propension à échanger est forte :

$$X = G + \frac{PIB_A^\alpha \cdot PIB_B^\beta}{d^\gamma}$$

X : échanges

G : une constante

α, β : deux constantes

d : distance

$\gamma \geq 1$

Cette régionalisation des échanges se présente comme une approche minilatéraliste du multilatéralisme selon Siroën (Regionalisation et Multilatéralisme, 1995). Pour Summers (The world trading system, 1991), les ACR sont même un laboratoire institutionnel qui permettrait effectivement de dépasser les limites du multilatéralisme tout en conservant les bénéfices d'une approche libre-échangiste. En somme, l'ouverture au commerce international n'aurait pas disparu, elle a simplement changée de forme.

Outre la forme du libre-échange qui se veut changeante, les goûts des consommateurs (occidentaux surtout) ont eux aussi changer en faveur d'une approche plus "chauviniste" et éco-responsable. Berger (Made in Monde, 2006) reprend la formule de l'ex-pdg de Sony, Akio Morita, "think global act local" pour présenter

Ce changement. Désormais, le consommateur occidental est à la source d'un "effet frontière" en développant une culture du "mode local". Ainsi il préférera acheter un produit fabriqué sur le sol national quitte à ce qu'il soit plus cher. En France, c'est depuis une vingtaine d'années que le "Made in France" séduit les consommateurs français. In fine, l'ouverture internationale n'appartient pas "au passé", simplement certains consommateurs optent pour une approche plus locale.

" Bien qu'entré tardivement dans le jeu, l'environnement pourrait bien être la mise de toutes les batailles " selon Jackson. Effectivement, face aux enjeux environnementaux d'aujourd'hui et de demain, face à l'urgence "bioéconomique" dont parle Georgescu-Roegen dans The Entropy Law and the Economic Process (1971), l'ouverture au commerce international commence à être repensée et la question n'est plus de savoir si elle appartient au passé car la réponse est non (elle a changé de forme), mais de savoir si elle doit appartenir au passé. Le commerce international est-il compatible avec la préservation de la planète? La réponse est nuancée car dans sa forme actuelle oui mais dans le cas où il évolue non. Il convient de repenser le commerce international à l'une des enjeux de demain. Parrique parle de décroissance (L'économie de la décroissance, 2022) et cette décroissance ne signifie pas que les échanges internationaux doivent prendre fin mais simplement qu'ils doivent se rendre compatibles avec la transition écologique. Une solution serait alors de privilégier les circuits courts (le régionalisme est déjà en pas en avant) et les modes de transports éco-responsables afin de "vivre dans le donut (Raworth)" c'est à dire ~~au-dessus du cercle de~~ ~~la~~ ~~durabilité~~ ~~écologique~~ en conciliant économie, social et écologie.

*

*

*

En conclusion, il convenait de voir que bien que la théorie économique s'accorde à montrer les bienfaits de l'ouverture au commerce international, l'aisance à penser qu'il soit toujours bénéfique, la conjoncture actuelle est marquée par une montée des tensions interétatiques et une multiplication des mesures protectionnistes. Ainsi on pourrait être amené à croire que l'ouverture au commerce international appartenait au passé. Cependant cela serait se méprendre quant aux formes que peut prendre cette ouverture. Dès lors, elle n'a pas disparu mais a changé de forme du fait de multiples facteurs à la fois endogènes (limites du libre-échange) et exogènes (comportement du consommateur et contrainte environnementale). Subsequently, nous pouvons nous demander si le commerce international saura faire face à ces nouveaux enjeux et, dans le cas échéant, doit-il appartenir au passé?

